

**SOCIOLOGY OF EUROPEAN UNION NEW YORK, PALGRAVE  
MACMILLAN, 2011, 266 PAGES.**

**Samuel Faure**

**Presses de Sciences Po | *Critique internationale***

**2012/1 - n° 54  
pages 199 à 202**

**ISSN 1290-7839**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2012-1-page-199.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Faure Samuel, « Sociology of European Union New York, Palgrave Macmillan, 2011, 266 pages. », *Critique internationale*, 2012/1 n° 54, p. 199-202. DOI : 10.3917/crii.054.0199  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ADRIAN FAVELL, VIRGINIE GUIRAUDON (eds)

***Sociology of European Union***

New York, Palgrave Macmillan, 2011,

266 pages.

---

par Samuel Faure

**f**ruit d'un travail collectif commencé il y a une dizaine d'années<sup>1</sup>, *Sociology of European Union* s'ouvre sur une critique

de la littérature consacrée à l'Union européenne (UE) et dominée par le courant néo-institutionnaliste (Hall, Taylor, Meyer, DiMaggio, Powell), dont les analyses portent presque exclusivement sur l'influence des structures institutionnelles et bureaucratiques sur les comportements individuels<sup>2</sup>. Adrian Favell et Virginie Guiraudon estiment que cette démarche, excessivement *macro*, n'a pas pris suffisamment en compte les agents européens qui composent ces structures. Qui sont-ils ? Comment prennent-ils leurs décisions ? Quel sens donnent-ils à leurs actions ? Pour caractériser l'approche néo-institutionnaliste, A. Favell et V. Guiraudon évoquent une « vision stratosphérique de l'UE », Michael Smith parle d'une « vue trop aérienne » et Neil Fligstein compare les études européennes à un iceberg dont l'analyse néo-institutionnaliste ne prendrait en compte que les « aspects visibles ». Les auteurs de *Sociology of European Union* ont pour objectif, « comme dans un roman de Balzac ou de Thackeray, d'en apprendre davantage [sur l'UE] d'un point de vue sociologique » (p. 19). Il s'agit moins de dépasser les théories de l'intégration européenne que de *déplacer* le regard pour éclairer les fondements sociaux de l'Union (partie 1), puis de proposer une analyse sociologique du phénomène d'eupéanisation des processus décisionnels (partie 2). Considérée comme téléologique et normative, l'eupéanisation n'est pas utilisée ici comme un concept, mais comme un fait de l'intégration européenne. À ce titre, elle est distinguée du processus plus large de la mondialisation<sup>3</sup>. Comme le montrent les différents chapitres du livre, son degré d'influence varie selon les domaines : l'eupéanisation des marchés est ainsi plus avancée que celle de

1. Virginie Guiraudon, « L'espace sociopolitique européen, un champ encore en friche ? », *Cultures & Conflits*, 38-39, 2000, p. 7-37 ; Adrian Favell, « L'eupéanisation ou l'émergence d'un nouveau "champ politique" : le cas de la politique d'immigration », *ibid.*

2. Peter A. Hall, Rosemary C. R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, 47 (3-4), 1997, p. 469-496.

3. Neil Fligstein, Frédéric Mérand, « Globalization or Europeanization? Evidence on the European Economy since 1980 », *Acta Sociologica*, 45, 2002, p. 7-22.

la défense européenne. Les sociologues de l'UE renversent la perspective néo-institutionnaliste en considérant l'europanisation non pas comme une variable explicative (variable indépendante), mais comme une donnée à expliquer (variable dépendante). Selon eux, la technicisation de la notion d'europanisation, entreprise par les néo-institutionnalistes depuis une dizaine d'années, est au pire un combat d'arrière-garde, au mieux une impasse scientifique accentuant la ghettoïsation des études européennes<sup>4</sup>. Ils s'éloignent par ailleurs des comparatistes (Mendras, Esping-Anderson, Crouch) qui négligent le processus d'europanisation en tant que réalité.

Empruntant au transactionnalisme de Deutsch et au néo-fonctionnalisme de Haas, *Sociology of European Union* se propose, par l'introduction d'une sociologie empirique rigoureuse, de « donner un visage à l'intégration européenne »<sup>5</sup>. Il s'agit de partir à la recherche de la partie immergée de l'iceberg européen pour « comprendre les pratiques [des agents] et leurs significations sociales au sein des institutions » (p. 23) ; en d'autres termes, de fournir une analyse de l'UE « par le bas ». Une telle observation permet de mettre au jour les rapports de pouvoir qu'entretiennent les décideurs politiques européens, et les clivages sociaux et politiques qui structurent l'UE. Pour ce faire, la manière de construire les objets d'étude et de les questionner est totalement repensée.

Les auteurs invitent à privilégier les exercices de sociologie classique<sup>6</sup> et à formuler de « vieilles » questions de recherche (Ferguson sur la société civile, Tocqueville sur la démocratie) pour appréhender des objets contemporains : la libre circulation des personnes, le processus décisionnel relatif à la défense européenne, la constitution d'un marché unique, par exemple. La sociologie de Bourdieu est leur filiation théorique commune, même s'ils ont des références sociologiques plurielles (Durkheim, Giddens, Goffman, Levi Strauss, Marx, Mauss, Tilly, Weber). Les notions de champ social et d'habitus mais aussi de capital et de représentation sociale sont en bonne place dans leur boîte à outils conceptuels. Elles leur permettent de déterminer empiriquement ce que *veulent* et ce que *font* les agents de l'UE, la manière dont ils se représentent le monde et la façon dont ils influencent le processus décisionnel. S'y ajoute le concept de socialisation qui permet d'expliquer les

4. James A. Caporaso, « Regional Integration Theory: Understanding our Past and Anticipating our Future », dans Wayne Sandholtz, Alec Stone Sweet (eds), *European Integration and Supranational Governance*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

5. Michael Peter Smith, Adrian Favell, *The Human Face of Global Mobility: International Highly Skilled Migration in Europe, North America and the Asia-Pacific*, Comparative Urban and Community Research, vol. 8, New Brunswick, NJ, Transaction Press, janvier 2006.

6. Julien Weisbein, « L'Europe à contrepoint. Objets nouveaux et classicisme théorique pour les études européennes », *Politique européenne*, 25 (2), 2008, p. 115-135.

effets d'interactions entre les acteurs politiques européens provenant de pays, d'institutions, de fonctions et de secteurs différents.

Les auteurs réhabilitent la sociologie en tant que discipline ayant des choses à dire sur l'UE. Ils se distinguent des politistes constructivistes par leur intention de combler un manque de rigueur méthodologique, en insistant sur la nécessité d'opérationnaliser leur recherche pour éviter d'errer dans les limbes scolastiques. Pour eux, les questions de recherche doivent être explicitées, les hypothèses réfutables et les choix de méthodes clairs.

Chaque chapitre propose une opérationnalisation précise d'un terrain particulier (classes sociales, mobilités sociales et spatiales, marché et entreprises, etc.), par une « méthodologie mixte », mêlant outils quantitatifs (analyse statistique, analyse de réseaux) et qualitatifs (entretiens semi-directifs, observation participante, ethnographie). Ainsi, Adrian Favell et Ettore Recchi ont recours à des entretiens téléphoniques de 30 minutes auprès de 5 000 personnes (quantitatif) et 60 entretiens (qualitatif) pour étudier les mobilités sociales et spatiales des Européens (chapitre 3). V. Guiraudon traite des mobilisations et des mouvements sociaux au sein de l'UE par une analyse de données quantitatives qu'elle complète par une recherche qualitative combinant entretiens semi-directifs et observation participante, ainsi que par une comparaison réalisée à l'aide d'une étude de cas (la politique de genre) (chapitre 6). Frédéric Mérand propose une analyse de la Politique européenne de défense en s'appuyant sur une quarantaine d'entretiens semi-directifs, 70 questionnaires et un travail d'observation participante (chapitre 8).

Dans quelle mesure le coût académique payé par les chercheurs qui s'engagent dans la voie minoritaire de cette approche sociologique pour pénétrer le champ des études européennes mérite-t-il de l'être, alors qu'il serait plus confortable de s'associer au courant majoritaire des politistes institutionnalistes, largement implanté dans les départements d'études européennes, revues, colloques, etc. ? À cette question épistémologique qu'il pose en post-scriptum de l'ouvrage, George Ross apporte plusieurs éléments de réponse. La sociologie empirique permet, d'une part, d'en savoir davantage sur les fondements sociaux de l'UE dont la connaissance demeure aujourd'hui encore limitée, d'autre part, d'éclairer le processus décisionnel européen sous l'angle des agents qui le façonnent. Ensuite, la boîte à outils sociologique échappe à la tentation idiosyncratique de penser l'intégration européenne comme un processus *sui generis*. Elle normalise les études européennes : l'objet européen est considéré et construit « comme les autres », les questions de recherche sont partagées et transversales. De plus, certaines notions (champ, habitus, représentation sociale) permettent de dépasser la dichotomie construite entre une explication matérielle par les intérêts et une

analyse idéelle par les représentations des agents (normes, valeurs, cultures). Plus généralement, la sociologie offre davantage de pluralisme scientifique que la science politique qui s'essouffle dans le consensus institutionnaliste. Enfin, l'accent mis sur la nécessité d'opérationnaliser la recherche permet de combler sérieusement les lacunes laissées par les constructivistes.

Toutefois, si Elias, Tilly, Milward ou Mann ne sont pas absents des développements et si quelques références à la longue durée sont à noter, il faut regretter que la sociologie historique<sup>7</sup> n'ait pas été davantage prise en considération. Dans quelle mesure la notion de champ social peut-elle être appliquée sur le temps long ? La recherche sociologique devrait-elle être complétée par un travail d'archives ? Comment éviter l'imposition de séquences temporelles reconstruisant la réalité *a posteriori* dans la formulation d'un questionnaire d'enquête ? Il serait nécessaire de développer ces questions dans la perspective d'une seconde édition.

Au final, *Sociology of European Union* est un ouvrage utile par les chemins théoriques qu'il trace et par les portes méthodologiques qu'il ouvre aux européens et plus généralement à ceux qui s'intéressent au processus d'intégration européenne. Dix ans après avoir été si sévère à l'égard de l'ouvrage dirigé par Thomas Christiansen<sup>8</sup>, on peut se demander si Andrew Moravcsik, directeur du programme d'études européennes à l'Université de Princeton et porteur du courant *mainstream* remis en cause tant par T. Christiansen que par A. Favell et V. Guiraudon, estimerait qu'après le Danemark c'est dorénavant en France qu'il y a « quelque chose de pourri »<sup>9</sup>. ■

**Samuel Faure** est doctorant et maître de conférences en science politique à Sciences Po Paris. Rattaché au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), il est boursier de la Direction générale de l'armement (2010-2013). Il a publié notamment avec Frédéric Mérand et Mathias Bonneau, « What do ESDP Actors Want? An Exploratory Analysis », *European Security* (18 (3), 2009, p. 327-344) et « Les acteurs spécialisés : l'opinion des praticiens de la PESD » dans André Dumoulin, Philippe Manigart (dir.), *Opinions publiques et politique européenne de sécurité et de défense commune : acteurs, positions, évolutions* (Bruxelles, Bruylant, 2010) ; avec Thibaut Dubarry, « Résistances à la fermeture d'un espace de tortures : le camp de Guantanamo », *Dynamiques internationales* (5, juillet 2011, p.1-12), et a participé à la publication des premiers *Cahiers de l'IRSEM*, sous la direction de Frédéric Charillon et Frédéric Ramel, « Action extérieure et défense : l'influence française à Bruxelles » (1, 2010). Adresse électronique : [samuel.bh.faure@gmail.com](mailto:samuel.bh.faure@gmail.com)

7. Gérard Noiriel, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006 ; Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 3<sup>e</sup> édition, 2007 ; Gilles Pollet, Renaud Payre, « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) socio-historique(s) ? », *Revue française de science politique*, 55 (1), 2005, p. 133-154.

8. Thomas Christiansen, Knud Erik Jørgensen, Antje Wiener (eds), *The Social Construction of Europe*, Londres, Sage, 2001.

9. Andrew Moravcsik, « Is Something Rotten in the State of Denmark? Constructivism and European Integration », *Journal of European Public Policy*, 6 (4), 1999, p. 669-681.